

## **Introduction**

IndustriALL a la ferme conviction que toutes les travailleuses et tous les travailleurs ont droit à une répartition équitable du fruit de leur labeur. Nous devons nous efforcer d'établir une communauté mondiale au sein de laquelle le pouvoir et les opportunités sont partagés. Nous revendiquons le respect des droits humains pour tout un chacun et le droit de vivre dans la dignité, la sécurité, la paix et la solidarité, sans avoir à craindre les préjugés et l'injustice.

Face aux attaques incessantes du capital et des gouvernements à l'encontre du droit à la liberté syndicale, l'accroissement de la base d'adhérents et de la couverture en matière de négociations collectives demeure un défi de taille pour le mouvement syndical mondial.

IndustriALL est le syndicat mondial représentant les travailleurs et les travailleuses de l'industrie et, en tant que tel, une force majeure dans la solidarité mondiale, qui se consacre à la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour les droits syndicaux dans le monde entier. Nous sommes une organisation syndicale et militante qui s'engage aux côtés des travailleurs et mène, en leur nom, la lutte pour les droits, pour l'équité, pour la dignité et pour la justice, en tout lieu.

Réuni à Rio de Janeiro du 5 au 7 octobre 2016, le second Congrès d'IndustriALL Global Union décide d'adopter cette résolution politique en complément du Plan d'action 2016-2020 définissant les cinq objectifs stratégiques clés d'IndustriALL Global Union.

## **Inégalité**

Un pour cent des individus les plus riches de la planète détiennent plus de richesse que les 99 pour cent restants. Cette inégalité mondiale représente une crise sociale et économique. Les inégalités croissent à la fois dans les pays mêmes et entre les pays. Les travailleurs perdent leur salaire, leur situation et leur protection sociale. Les inégalités croissantes portent surtout atteinte aux groupes déjà défavorisés de la société.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son récent rapport intitulé « Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous », et l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans son rapport « Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – Tendances 2015 », appellent toutes deux les gouvernements à prendre des mesures pour lutter contre les inégalités croissantes.

Les inégalités de revenus ont progressé depuis 2000 et cette tendance s'est exacerbée sous l'effet de l'expansion du travail précaire. Il est communément admis que la progression des inégalités est un frein à la croissance

économique. Les taux de pauvreté sont les plus élevés chez les travailleurs intérimaires et les indépendants.

**IndustriALL décide de poursuivre son combat pour un modèle économique fondé sur les droits, l'équité et la dignité, et soutenu par des syndicats puissants.**

### **L'impunité dans la chaîne d'approvisionnement**

Les secteurs industriels sont dominés par un modèle économique non durable et largement fondé sur l'exploitation. Les multinationales délocalisent leur production auprès de fournisseurs qui, souvent, ne garantissent pas des salaires décents, le respect des droits syndicaux ou des lieux de travail sûrs. Ce modèle économique instaure un nivellement des conditions de travail par le bas à l'échelon mondial, à mesure que les gouvernements se font concurrence pour attirer les investissements au détriment des travailleurs et de la société dans son ensemble, par exemple à travers les exonérations fiscales ou l'extraction de matières premières sans laisser aucune valeur ajoutée dans le pays.

La RSE et son principal instrument, les audits de la chaîne d'approvisionnement, ont échoué à détecter les violations des droits et les abus ; ils constituent des outils au profit des grandes entreprises, et non des travailleurs. De nombreux exemples ont montré que la RSE et les outils y afférents ne permettent pas de détecter, signaler et corriger les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement. La RSE n'a pas permis de parvenir à une amélioration substantielle des salaires et du temps de travail, ni de garantir le respect du droit des travailleurs d'adhérer à un syndicat.

Le respect des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement décline. Dans l'industrie de la confection, on a observé une chute de 73 pour cent du score d'évaluation des droits des travailleurs des 20 premiers exportateurs de vêtements vers les États-Unis entre 1989 et 2010. Dans le même temps, une réduction de 42 pour cent du prix payé pour les vêtements qu'ils produisaient a été constatée.

Le rapport Nouveaux fronts 2016 – Scandale de la Confédération syndicale internationale (CSI) lève le voile sur une main-d'œuvre cachée de 116 millions de personnes employées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales d'à peine 50 entreprises. Les recherches de la CSI ont montré que les avoirs en liquide de 25 entreprises à hauteur de 387 milliards de dollars des États-Unis pourraient augmenter les salaires des 71,3 millions de personnes qui forment leur main-d'œuvre, dont 6 pour cent seulement sont employées directement, de plus de 5 000 dollars É.-U. par an. Les travailleurs et travailleuses fabriquent des produits ou rendent des services pour des entreprises qui raflent des bénéfices gigantesques et qui pourraient bien se permettre de garantir à tous les travailleurs et travailleuses de leurs chaînes d'approvisionnement un niveau de vie décent.

L'économie mondiale souffre actuellement d'un déficit de responsabilisation. Nombre d'entreprises prétendent soutenir les droits des travailleurs et travailleuses au sein de leurs chaînes d'approvisionnement, mais faillissent à

prendre des mesures pour que ceux-ci soient respectés. Les gouvernements prennent peu de responsabilité par rapport aux droits des travailleurs des fournisseurs étrangers de leurs entreprises. Les pays dont sont originaires ces fournisseurs ont souvent mis en place des lois pour protéger les droits des travailleurs mais ne peuvent ou ne veulent pas les appliquer.

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'établir une traçabilité au sein des chaînes d'approvisionnement et d'assurer une responsabilité accrue des entreprises et des gouvernements au sein de ces mêmes chaînes. Il est indispensable d'établir des règles obligatoires et contraignantes pour améliorer la transparence et la responsabilisation au sein des chaînes d'approvisionnement.

**IndustriALL décide de faire campagne pour amener les multinationales à rendre des comptes au sujet des conditions de travail dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement et d'exiger une réglementation contraignante, en ce compris une convention de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement.**

### **Lutter pour la démocratie et la paix, s'élever contre le terrorisme**

Seules des initiatives politiques multilatérales sont en mesure de venir à bout des problèmes politiques complexes. Une démocratie équitable et durable constitue la seule alternative aux guerres irresponsables. Nos camarades en Tunisie ont été récompensé(e)s par le Prix Nobel de la Paix en 2015. Ils ont démontré quel pouvait être le rôle clé des syndicats dans l'établissement de sociétés démocratiques et pacifiques.

Ce rôle inclut la revendication et l'application des droits humains, de la liberté, de la justice, de la démocratie et de la prospérité croissante pour tout un chacun, en tout point du globe. Lorsque ces normes seront appliquées également et en tout lieu, et lorsqu'un ordre mondial juste sera instauré, nous aurons alors éliminé les foyers propices au terrorisme en tout genre.

IndustriALL démontre une prise de position ferme contre le terrorisme. Nous refusons de nous laisser entraîner vers le radicalisme et la xénophobie. Nous ne nous laisserons pas intimider ni plonger dans la haine. Nous luttons contre le terrorisme avec les armes les plus puissantes que sont la dignité humaine, le respect d'autrui et la tolérance.

La « guerre contre le terrorisme » fait des milliers de victimes, mais la guerre contre les syndicats plonge des millions de personnes dans la pauvreté. Nous ne tolérerons aucune violation des droits syndicaux et nous nous opposons fermement aux atteintes dirigées contre l'appartenance syndicale aux quatre coins du globe.

### **Solidarité vis-à-vis des réfugiés**

IndustriALL rejette les tentatives visant à stigmatiser les réfugiés, qui sont victimes de violence politique et économique dans leur pays d'origine. Au jour

d'aujourd'hui, au moins 60 millions de personnes dans le monde fuient la pauvreté, la faim, la guerre et la persécution. Elles ont besoin de notre aide.

Le droit d'asile est un droit humain fondamental qui requiert une réponse fondée sur l'humanité, la solidarité et l'inclusion. Le mouvement syndical doit œuvrer conjointement afin d'établir les conditions émotionnelles, culturelles, statutaires et institutionnelles préalables à l'accueil des réfugiés et les intégrer aussi rapidement et efficacement que possible. Nous devons rester engagés pour surmonter les divisions et le nationalisme et parvenir à une réponse commune face à cette urgence humanitaire. La communauté internationale se doit également de soutenir les pays en développement dans la résolution des conflits qu'elle a contribué à créer, et d'appuyer leur développement économique afin d'améliorer la qualité de vie des populations et leur capacité à subvenir à leurs besoins. Cela signifie que les institutions internationales et les puissants pouvoirs géopolitiques doivent enfin éliminer les raisons qui poussent les réfugiés à l'exode, y compris les accords commerciaux non équitables.

Les syndicats doivent jouer un rôle eu égard à l'intégration des réfugiés dans la société et ils doivent condamner avec la plus grande fermeté tout acte de violence, quel qu'il soit, à l'encontre de ces personnes. Les radicaux d'extrême droite et les populistes de droite profitent de la situation désastreuse des réfugiés et se servent des faiblesses des politiques publiques pour poursuivre leurs propres objectifs. Il incombe tout spécialement aux syndicats de veiller à ce que les réfugiés obtiennent des conditions équitables sur le marché du travail. L'accès à l'apprentissage linguistique, à l'éducation et à la formation, aux soins médicaux, à l'emploi et à une aide et un soutien appropriés est indispensable pour une intégration équitable au sein de la société. IndustriALL refuse que les réfugiés et les migrants soient exploités comme main-d'œuvre bon marché dans des conditions de travail précaires, y compris le recours au travail irrégulier, au travail forcé et au travail des enfants. Il est tout aussi inacceptable que les normes en vigueur soient revues à la baisse et supprimées.

**Pour IndustriALL, la liberté, la solidarité et la justice sont des valeurs qui s'appliquent à tout un chacun et doivent se traduire par une attitude de respect, de reconnaissance et de dignité à l'égard des étrangers. Nous poursuivons nos efforts afin de prévenir l'exploitation des réfugiés et de tous les travailleurs migrants dans les chaînes d'approvisionnement, en profitant d'un effet de levier mondial à travers les initiatives gouvernementales, intergouvernementales et multipartites.**

## **Commerce**

Le commerce international peut générer des bénéfices pour les travailleurs du monde entier mais il doit être soumis à un contrôle public assurant le strict respect de la législation du travail. Jusqu'à présent toutefois, l'OMC n'a pas su délivrer un cadre commercial mondial plaçant les besoins de la population au-dessus de ceux du capital mondial. Au lieu de cela, nous avons assisté à une série d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui n'ont rien fait pour appuyer le travail décent ou le développement durable.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère où des négociations sont en cours, ou ont été récemment conclues, au sujet d'une nouvelle génération d'accords commerciaux allant bien plus loin que leurs prédécesseurs en matière de promotion des intérêts des entreprises. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, le Partenariat transpacifique, l'Accord sur le commerce des services, l'Accord de libre-échange UE-Canada (CETA) et certains autres encore sont autant de tentatives visant à modifier radicalement la réglementation du commerce mondial mais qui réitèrent pourtant les échecs politiques du passé.

L'un des principaux problèmes du PTP réside dans le mécanisme de protection des investissements (RDIE) qui confère aux multinationales le droit de poursuivre des États souverains et de les soumettre à une procédure d'arbitrage non-transparente.

IndustriALL exige une réévaluation fondamentale de la conduite des échanges commerciaux mondiaux afin de garantir que celle-ci s'opère au bénéfice des travailleurs et des sociétés dans lesquelles ils vivent. Le commerce doit assurer une meilleure redistribution des richesses entre les pays et en leur sein et il doit rejeter l'idéologie économique néolibérale qui a échoué, fondée sur la déréglementation, la libéralisation et la privatisation encore prônées par cette nouvelle génération d'accords commerciaux. Nous appelons un nouveau débat mondial autour d'un cadre commercial équitable qui préserve les normes démocratiques et l'intérêt public, et qui présente suffisamment de latitude pour inclure des politiques sociales plaçant l'individu au premier plan.

Revendications d'IndustriALL :

- a. Tous les accords commerciaux doivent inclure des droits sociaux, syndicaux et du travail contraignants.
- b. Tout signataire d'un accord commercial doit ratifier et pleinement mettre en œuvre les conventions fondamentales de l'OIT ainsi que d'autres normes essentielles de l'Organisation.
- c. Les accords commerciaux doivent être négociés ouvertement et en toute transparence pour empêcher les lobbies des entreprises de faire progresser leurs plans d'action derrière des portes closes, sans être soumis à des procédures démocratiques authentiques et rigoureuses.
- d. Nous rejetons l'inclusion d'une forme quelconque de Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, qui porte atteinte à la souveraineté nationale en donnant à des instances judiciaires secrètes les moyens d'agir pour remettre en question la législation sociale et environnementale des États membres.
- e. Le champ d'application des accords commerciaux ne doit pas inclure les services publics, les services d'intérêt général, ni les règles régissant les marchés publics.
- f. Les accords commerciaux doivent reconnaître pleinement le droit des pays d'agir pour répondre aux pratiques commerciales déloyales, y compris le dumping, les subventions illégales et le soutien ainsi que l'expansion de la surcapacité de production dans les secteurs de l'acier ou de l'aluminium, et d'autres secteurs industriels.

- g. Aucune mesure ne doit être prise pour accorder à la Chine le statut d'économie de marché sans que soit tenu un débat public sur l'ensemble des implications sociales, économiques et juridiques, et sans opérer un renforcement des instruments de défense commerciale existants et une amélioration des conditions de travail et des conditions sociales et environnementales en Chine.

IndustriALL doit jouer son rôle au sein du mouvement syndical mondial et de la société au sens large afin de développer notre vision d'un commerce mondial équitable qui satisfasse toutes les parties, et pas uniquement les un pour cent les plus riches.

**IndustriALL décide de maintenir son opposition et poursuivre ses campagnes contre les accords commerciaux et d'investissement qui ne répondent pas à nos normes minimales, et nous sommes disposés à jouer notre rôle dans un débat ouvert et démocratique afin de mettre au point une politique commerciale mondiale alternative, transparente, centrée sur les intérêts de nos membres.**

### **Justice fiscale et services publics de qualité**

Les impôts ne sont pas un fardeau. Ils sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée. IndustriALL participe activement à la campagne visant à combler les lacunes en matière fiscale et éliminer les paradis fiscaux qui permettent aux grandes sociétés et aux individus riches d'éviter de payer leur juste part d'impôts.

En mettant un terme à l'évasion fiscale et en adoptant des initiatives telles que la taxe sur les transactions financières, les fonds publics nécessaires pourraient être levés au niveau national pour permettre à tous les individus d'accéder à l'éducation, aux soins de santé, aux services d'assainissement, au logement et à l'alimentation auxquels ils peuvent prétendre.

La campagne syndicale de lutte contre la corruption soutient que des milliards de dollars d'impôts pourraient être levés en mettant l'accent sur l'élimination de la corruption des entreprises et des gouvernements.

Les collectivités devraient être jugées en fonction de la manière dont elles traitent les personnes vulnérables et défavorisées. À cet égard, il est essentiel de fournir des services publics de qualité.

**IndustriALL décide de militer en faveur de la justice fiscale, de s'opposer à l'austérité et de défendre les stratégies économiques reposant sur la production et les investissements.**

### **Politique énergétique**

IndustriALL reconnaît qu'en fonction des ressources locales, de la sécurité d'approvisionnement et des circonstances nationales, les pays seront amenés à prendre des décisions distinctes

Dans ce débat, IndustriALL pose comme principe fondamental la nécessité d'une transition vers une économie plus verte et durable, qui soit juste et équitable pour les travailleurs.

**IndustriALL décide d'appuyer la constitution d'un bouquet énergétique équilibré à travers des échanges démocratiques au sein des pays concernés et conçoit que le bouquet énergétique puisse varier considérablement entre les pays.**

### **Numérisation et Industrie 4.0**

La production industrielle est confrontée à la révolution technologique ainsi qu'à la poursuite de la numérisation de la production, et elle y sera d'autant plus confrontée à l'avenir. Les risques de réduction des effectifs découlant de la robotique de pointe et du remplacement consécutif des travailleurs sont évidents.

Bien que ces profonds bouleversements puissent générer d'importants bénéfices pour les travailleurs, les collectivités et les sociétés, et permettre d'améliorer les conditions de travail, IndustriALL n'acceptera aucune transformation qui ne s'accompagnerait pas des programmes de Juste transition nécessaires au profit des travailleurs concernés.

Industrie 4.0 a le potentiel de transformer le monde tel que nous le connaissons et nous devons échanger, en nous appuyant sur des faits, afin de déterminer comment tirer le meilleur parti de cette opportunité sans exacerber les inégalités et les injustices systématiques.

**IndustriALL décide de formuler une politique industrielle durable sur le thème Numérisation et Industrie 4.0, de militer contre une transformation qui ne serait pas associée à une justice sociale plus que nécessaire et d'appuyer une Juste transition pour les travailleurs concernés.**

Les syndicats ont toujours été à l'avant-garde du progrès social. IndustriALL Global Union est fier d'appartenir à notre mouvement mondial de travailleurs, à l'heure où nous affrontons solidairement les forces du capital qui cherchent à miner les droits et le bien-être des travailleurs.